



**HAL**  
open science

## La reconstruction des économies post-socialistes -expériences et problèmes

Tamas Bauer

► **To cite this version:**

Tamas Bauer. La reconstruction des économies post-socialistes -expériences et problèmes : Cahiers du CEFRES N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale. Cahiers du CEFRES, 1994, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale, 3f., pp.9. halshs-01169399

**HAL Id: halshs-01169399**

**<https://shs.hal.science/halshs-01169399>**

Submitted on 29 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Cahiers du CEFRES

N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale  
Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

---

Tamas BAUER

**La reconstruction du système dans une économie post-socialiste – expériences et problèmes**

---

Référence électronique / electronic reference :

Tamas Bauer, « La reconstruction du système dans une économie post-socialiste – expériences et problèmes », Cahiers du CEFRES. N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale (ed. Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en / published on : décembre 2010 / december 2010

URL : [http://www.cefres.cz/pdf/c3f/bauer\\_1994\\_reconstruction\\_economie.pdf](http://www.cefres.cz/pdf/c3f/bauer_1994_reconstruction_economie.pdf)

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



# *La reconstruction des économies post-socialistes - expériences et problèmes*

Tamas Bauer

Dans ce compte-rendu, je résume mes propres opinions sur la problématique de la reconstruction d'un système économique dans les pays post-socialistes et ce sur la base des expériences hongroises. Je distinguerai tout d'abord cette reconstruction des réformes économiques des années soixante, soixante-dix et quatre-vingt. Je traiterai ensuite de la privatisation, en tant que principal problème de la reconstruction de l'économie. Troisièmement, je prêterai attention aux problèmes de la reconstruction du système de sécurité sociale. Enfin, j'examinerai les possibilités de venir à bout de la récession et de retrouver la croissance.

## 1. LA REFORME ECONOMIQUE

Jusqu'à une période récente, nous avons, dans nos raisonnements sur l'évolution de la planification et de la gestion de l'économie socialiste, parlé de réformes économiques. Nous avons distingué les réformes économiques des simples perfectionnements de la planification et de la gestion: si ces derniers consistaient en changements partiels d'éléments isolés du système sans intervention sur la logique du fonctionnement et la nature du système (par ex. le *Neues ökonomisches System* en RDA, la réforme bulgare des années 1960, les mesures prises en URSS pendant des années 1970 ou bien l'ensemble des mesures prises en RTS), la condition nécessaire des réformes économiques était par contre le changement de la logique de fonctionnement de tout le système (par ex. la réforme yougoslave de l'année 1965, la réforme tchécoslovaque en 1967, le "nouveau mécanisme économique" hongrois de 1968 ou la réforme polonaise en 1982). Ces réformes ont eu quelques traits en commun: le refus de la planification administrative et de la distribution centrale des ressources, la mise en place d'un système mixte de prix et d'investissements, l'intéressement matériel des entreprises, etc. L'exécution de ces réformes a considérablement accentué l'indépendance des entreprises. Mais elles n'ont pas affecté pour l'essentiel les traits centralistes de l'économie planifiée: la propriété sociale (propriété d'Etat et propriété coopérative), le rôle dominant du parti communiste dans l'économie et l'attachement au Conseil d'assistance économique mutuelle. C'est pour cela qu'on a parlé d'une "économie socialiste de marché". Le maintien de ces caractères de base de l'économie planifiée signifiait l'impossibilité de mener à bien ces réformes.

L'érosion progressive des structures du pouvoir communiste en Yougoslavie, en Hongrie et en Pologne et leur brusque chute en RDA, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Roumanie et en Albanie ont permis de surmonter cette barrière. En abandonnant à partir du 1er janvier 1990 le système de comptes de commerce réciproque fondé sur le rouble transférable, le COMECON s'est effondré avant même que son annulation ne soit officiellement prononcée. Les partis communistes ont cessé d'exercer le monopole du pouvoir politique et économique au cours de l'année 1989 et les premiers pas dans le sens de la dépolitisation de l'économie ont été franchis. La route en vue de démonter la propriété d'Etat et de réformer la propriété coopérative s'est trouvée ouverte.

Durant des dizaines d'années, l'attention des économistes réformateurs s'était concentrée sur la recherche de voies de réforme de l'économie, tout en maintenant les barrières mentionnées ci-dessus. Mais ces barrières ont disparu et les économistes se trouvent maintenant devant la tâche inattendue de constituer un système économique sans obstacle socialiste. Il ne s'agit plus de *réformer l'économie planifiée*, mais de *reconstruire entièrement le système*.

## 2. LA PRIVATISATION

Par opposition à l'ancienne politique de réformes, je considère l'abandon du principe de domination de la propriété sociale comme l'une des caractéristiques majeures de la reconstruction du système. La privatisation est en effet l'une des tâches principales de ce dernier. Sur cela, il y a entente entre les

économistes et les hommes politiques dans les pays post-socialistes. Mais les opinions divergent sur les modes de privatisation.

Dans certains pays (l'Allemagne, la Pologne, la Tchécoslovaquie) un certain rôle a été confié à la restitution. Par contre, la restitution sous forme physique a été refusée en Hongrie (excepté pour l'Eglise). Cependant, la restitution ne résout pas le problème de base, pas même dans les pays où elle a été largement appliquée.

La privatisation des petites entreprises de commerce et de prestation de services s'est partout effectuée par l'intermédiaire de ventes. La *petite privatisation* s'est avérée relativement réussie: on est arrivé à vendre à des particuliers la plus grande partie des entreprises d'Etat de commerce et de prestation de services en RDA et en Pologne, ainsi qu'une partie notable en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Le problème de la *grande privatisation* reste cependant difficile à résoudre.

### ***Les deux voies de la grande privatisation***

Les gouvernements d'Allemagne de l'Est et de Hongrie ont choisi la vente comme voie principale de privatisation des grandes et moyennes entreprises d'Etat. Dans ces deux pays, on a créé une agence centrale d'Etat pour gérer ces biens et les vendre aux entrepreneurs privés. La Treuhandanstalt allemande fonctionne à la fois en tant que propriétaire et que vendeur des entreprises d'Etat. L'Agence hongroise des biens d'Etat a été jusqu'à présent un organisme de vente seulement, tandis que la fonction de propriétaire revenait aux conseils d'entreprises et aux ministères. Mais, depuis cette année, l'Agence assume la fonction de propriétaire à la place des ministères. La Treuhandanstalt a réussi à vendre à peu près la moitié des entreprises d'Etat. En Hongrie, les résultats sont plutôt modestes: d'après certains calculs, les biens privatisés ne dépassent pas un dixième des biens d'Etat. On a vendu moins de 400 (la plupart partiellement) des deux mille entreprises d'Etat environ. En Allemagne de l'Est, les nouveaux propriétaires sont surtout des firmes venant de RFA, la participation des entrepreneurs de l'Est et des firmes étrangères restant limitée. Par contre, en Hongrie, les recettes de la privatisation proviennent avant tout (pour 86 % environ) de l'étranger, la part du capital privé domestique étant négligeable.

La privatisation sous forme de vente a eu, du point de vue économique, un succès relativement grand en Allemagne, puisque, je le rappelle, on a réussi à vendre la moitié des entreprises d'Etat. La Treuhandanstalt a réussi à conclure un accord avec les nouveaux propriétaires quant au maintien de l'emploi d'une grande partie des travailleurs et sur les programmes d'investissement. Le fait qu'un certain nombre d'entreprises est-allemandes ne trouve pas de preneur est dû à la situation catastrophique d'une grande partie des branches de l'industrie de l'Est et à la façon dont l'union monétaire a été réalisée, plutôt qu'à la stratégie même de privatisation. On peut en outre émettre certains doutes sur l'aspect social de la privatisation est-allemande, par exemple en mettant en avant son caractère "colonisateur."

Les conditions de la privatisation en Allemagne, c'est-à-dire la présence du capital privé "domestique" de la partie ouest du pays, ont un caractère spécifique. La privatisation en Hongrie, réalisée d'une manière semblable, conduit à un progrès plus lent. Il semble que cette expérience confirme les doutes que l'on pouvait avoir quant aux possibilités de privatisation sous forme de vente et justifie l'approche des gouvernements qui ont choisi la voie de répartition gratuite des biens d'Etat à la population. Le cas le plus important et devenu classique est celui de la *privatisation par coupons* choisi en Tchécoslovaquie, mais on peut inclure ici les programmes de privatisation en Slovaquie, en Pologne, en Roumanie et récemment aussi en Russie.

Je trouve cependant que les résultats non-convaincants de la privatisation en Hongrie par rapport à l'Allemagne ne constituent pas un argument suffisant pour refuser la privatisation sous forme de vente. Je reviendrai sur ce sujet plus tard. Personnellement, je doute en effet de l'utilité de la répartition gratuite des biens d'Etat aux citoyens.

### ***Sur l'utilité de la répartition gratuite des biens d'Etat***

Que signifie donc ce concept? Ce mode de privatisation peut être réalisé soit par l'intermédiaire de "fonds d'investissement", qui représentent la propriété sociale des citoyens et jouent le rôle de propriétaires des anciennes entreprises d'Etat, soit par la répartition de coupons parmi les citoyens qui les échangent contre des actions de ces entreprises. La première variante est apparue dans le programme de

privatisation polonaise et avait été également proposée à l'origine pour l'Union soviétique, la seconde se réalise en RFTS et se prépare pour la Russie. La question de savoir si la variante polonaise modifie de façon essentielle la fonction de propriétaire à l'égard des managers, ainsi que la nature des relations entre l'Etat (le gouvernement) et les grandes organisations gérées par les fonds d'investissement créés récemment, reste pour moi ouverte. Laissons cette variante de côté et retournons à la privatisation par coupons.

L'objectif de la privatisation par coupons est de palier à l'absence de détenteurs de capitaux dans le pays. S'il manque des capitalistes pour acheter les actions des entreprises privatisées, il faut en effet les créer, et cette répartition des coupons donne naissance à une forme très moderne d'actionnaires.

Une brusque apparition de propriétaires suppose cependant la création rapide d'un marché de capitaux sous sa forme la plus avancée. Cette voie de privatisation suppose également que les sociétés par actions adoptent très vite la forme qui prévaut dans le fonctionnement des entreprises dont les actions sont cotées en bourse. Des millions de citoyens se retrouvent propriétaires d'actions et doivent suivre dans leur comportement d'actionnaire les conditions du marché.

Cette vision me semble irréaliste. Dans les pays capitalistes avancés, seule une partie réduite de la population s'intéresse au marché des valeurs boursières. La majorité de la population ne possède pas d'actions. Beaucoup d'entreprises en Europe occidentale ne sont pas cotées en bourse. (Ce n'est pas un hasard si la privatisation allemande ne s'appuie pas sur la bourse; aucune firme de l'Est n'a été privatisée par émission d'actions. Par contre, cette voie a été choisie dans quelques cas en Hongrie, mais les cours des actions de ces entreprises fluctuent beaucoup plus que ce qui serait toléré en Occident.) Etant donné les conditions qui prévalent dans les économies post-socialistes, il est irréaliste d'attendre que des millions de citoyens s'intéressent immédiatement au marché des valeurs et que les entreprises d'Etat acquièrent une stabilité financière en laissant librement circuler leurs actions sur ce marché. Je crains fort que l'introduction rapide de formes développées de propriété capitaliste, avec toutes les conséquences possibles que cela implique (grande fluctuation des cours des actions, profits et pertes extrêmes, spéculation sans freins) ait plutôt tendance à discréditer aux yeux des citoyens l'économie de marché naissante.

Je ne crois même pas que cette répartition des biens d'Etat puisse permettre une certaine compensation de la baisse du niveau de vie et devienne une source de légitimité du nouveau régime. Les expériences menées jusqu'ici ne confirment pas de tels espoirs. Les gens sont raisonnables et savent que leurs conditions de vie dépendent essentiellement des revenus de travail, non des opérations boursières.

De plus, la privatisation par coupons ne permet pas de parvenir au but principal de la privatisation, qui consiste à substituer un propriétaire privé à l'Etat. Ce nouveau propriétaire exerce tout d'abord la gestion directe de l'entreprise (dans le cas des petites et même des moyennes entreprises) et exerce surtout un contrôle efficace sur l'activité des managers (pour les grandes et pour la plupart des moyennes entreprises). Si les actions de l'ancienne entreprise d'Etat tombent entre les mains d'un grand nombre de petits actionnaires, comme le prévoit le modèle de la privatisation par coupons, il n'est pas sûr que se crée vraiment un nouveau type de propriétaire responsable et entrepreneur ni même que les propriétaires contrôlent réellement les managers.

Je pense de plus que le modèle de la privatisation par coupons (de même que les autres formes envisagées de répartition des biens d'Etat aux citoyens) découle d'un concept erroné, selon lequel, dans la nouvelle économie de marché, une grande partie (voire la majorité) de la population sera propriétaire (même si l'on veut persuader la société de la validité de cette idée). Dans l'économie capitaliste réelle il n'est pas et il ne peut pas en être ainsi. Dans le capitalisme réel, la propriété des moyens de production se trouve concentrée entre les mains d'une faible partie de la population.

### *Comment naît une nouvelle classe de capitalistes?*

Une question primordiale dans la stratégie de privatisation concerne précisément la création d'une nouvelle classe de capitalistes. Celle-ci ne peut être créée de la même façon qu'une classe d'actionnaires. On ne peut contourner cette voie naturelle qu'est la naissance et le développement d'une classe d'entrepreneurs.

Une classe d'entrepreneurs naît avant tout en tant que résultat du développement de la nouvelle petite entreprise. Plusieurs dizaines de milliers de petites entreprises ont vu le jour en Hongrie dans les années 1980. La période 1990-92 a été marquée par une nouvelle expansion de celles-ci, ainsi que par la croissance et l'expansion des centaines d'entreprises privées déjà existantes. Le secteur privé en Pologne a connu la même évolution.

Un nouveau groupe social est tout de même apparu en Hongrie et dans d'autres pays, pouvant appartenir à l'élite économique de l'économie de marché: ce sont les managers d'entreprises. Durant les dernières années de l'économie socialiste, le poids du critère professionnel par rapport au critère politique avait augmenté dans le choix du personnel gestionnaire. Les connaissances professionnelles et les capacités de management des directeurs d'entreprise qui ont mis à profit les opportunités de participer à la privatisation se sont ainsi révélées être un capital très apprécié par les partenaires étrangers. Ainsi, la "privatisation spontanée" n'est rien d'autre qu'une forme naturelle de transformation de la vieille élite de l'économie socialiste en une nouvelle élite capitaliste.

Mais la nouvelle élite politique s'est opposée à ce processus en s'appuyant sur l'humeur anti-communiste et anti-élitiste d'une grande partie des employés. La gestion gouvernementale de la privatisation s'est orientée avant tout contre la "privatisation spontanée". Plusieurs représentants de la nouvelle élite politique voulaient empêcher la "braderie du patrimoine" au profit de la "nomenclature ancienne" ou au profit des "étrangers". C'est pourquoi on a étendu les compétences de l'Agence des biens d'Etat en Hongrie, ce qui n'a pas empêché les abus de la privatisation et a considérablement ralenti le processus. L'une des conséquences de ce ralentissement a été une forte baisse de la valeur des biens d'Etat au cours de ces quelques années.

Revenons sur ce point à l'analyse de la privatisation en Hongrie. On avançait auparavant l'opinion selon laquelle le volume limité de l'épargne de la population par rapport à la valeur des biens d'Etat rendait impossible sa privatisation à court terme. Aujourd'hui, nous avons un autre point de vue. La valeur des biens d'Etat semble en effet être bien inférieure à la valeur nécessaire pour renouveler les biens des établissements d'Etat. L'épargne de la population augmente rapidement et est comparable à la valeur des biens d'Etat. Le problème n'est maintenant plus le manque d'épargne privée mais le fait que les obligations d'Etat, émises pour financer le déficit budgétaire de l'Etat, se révèlent une forme d'investissement plus avantageuse que les investissements productifs placés dans la privatisation des biens d'Etat. Le taux d'intérêt en est très élevé en raison d'une forte inflation, outre le fait que les placements dans les obligations d'Etat soient plus sécurisants. Aussi les ménages se comportent-ils rationnellement et ne prennent pas part à la privatisation.

De plus, la crainte que des avantages non mérités soient conférés à la vieille nomenclature a fait que leur épargne n'a pas été réellement intégrée dans le processus de privatisation. Par conséquent, le "management buy-out" n'a pu voir le jour.

Enfin, la différence entre le rendement des activités de la Treuhandanstalt et de l'Agence hongroise des biens d'Etat ne découle pas uniquement de la présence du capital ouest-allemand. La Treuhandanstalt a pu s'appuyer sur son autorité incontestable, sur son indépendance à l'égard des partis et des forces politiques et sur la légitimité que lui avait conférée le gouvernement fédéral. L'Agence hongroise a toujours été liée au contraire - et ce, de façon croissante - avec le parti au pouvoir et le gouvernement. C'est pour cela qu'on l'a soupçonné de "brader" la patrie au profit de certaines personnes et groupes, qu'elle a été maintes fois obligée de justifier ses décisions par des expertises, et que ses dirigeants ont hésité à prendre des décisions. Son activité a été et reste difficile et lente.

Il me semble de plus en plus évident que la privatisation par vente peut devenir nettement plus efficace que ce n'est actuellement le cas en Hongrie. La participation à la privatisation des managers du secteur d'Etat et la création d'une nouvelle classe sociale d'entrepreneurs peuvent faire naître un secteur capitaliste national. Les petites et moyennes entreprises peuvent être privatisées par la vente directe à des acquéreurs locaux et les grandes entreprises par la vente des actions aux investisseurs étrangers associés

aux petits investisseurs locaux. Un rôle important dans la privatisation des grandes entreprises doit être joué par les banques commerciales déjà privatisées et propriétaires d'actions.

### 3. LA RECONSTRUCTION D'UN SYSTEME DE SECURITE SOCIALE

L'une des conclusions de nos réflexions sur la privatisation est que l'on ne doit pas s'attendre à ce qu'une grande partie de la population devienne, au cours du développement de l'économie de marché, propriétaire. La majorité restera dans une situation d'employé et cela alors que l'emploi cessera d'être sécurisant et que les salaires réels seront susceptibles de baisser. Les expériences des dernières années montrent que des millions de citoyens accoutumés à la garantie de l'emploi et à la croissance modeste mais sûre des salaires réels connaissent maintenant le chômage et la baisse des revenus réels. Etant donné la faible conjoncture économique, les possibilités de compensation par un plus grand effort dans l'économie secondaire et ses recettes s'amenuisent. Le rôle majeur de la sécurité sociale augmente encore fortement dans ces conditions. J'emploie la notion de sécurité sociale dans un sens très large, comprenant l'éducation, la culture, les soins médicaux et l'assurance maladie, l'assurance vieillesse, l'assistance aux familles, les aides à la construction de logements, etc.

Cependant, il existe entre la situation économique et la sécurité sociale une interdépendance à rebours. La baisse de volume de la production et de la consommation et une rentabilité faible ou nulle des entreprises d'Etat, ainsi que le penchant des entreprises privées à contourner la fiscalité, mènent à une situation où les recettes du budget de l'Etat ne sont pas suffisantes. La faiblesse du budget en Hongrie et en Pologne dépasse le taux internationalement acceptable. Par conséquent, il est indispensable de limiter les dépenses sociales au sens large: retraite, allocations familiales, dépenses des institutions de jeunesse, d'éducation, de santé, de culture etc.

Il faut en outre souligner qu'il ne s'agit pas que d'un conflit de courte durée dans une situation de crise.

Les nouvelles forces politiques ont pour la plupart comme priorité l'économie sociale de marché qui a été construite en Europe occidentale après la seconde guerre mondiale. Même si, au sein de ce système, la grande majorité de la population n'est pas propriétaire des moyens de production, elle a les mêmes avantages sociaux que les propriétaires. Cette garantie sociale est fondée sur le fait que l'accès de la population aux services de santé, d'éducation, au système des allocations familiales, aux pensions de retraite, et même à l'aide au logement, est plus ou moins indépendant de leur niveau de revenus. La reconstruction du système ne doit pas se réduire à la seule mise en place de l'économie de marché, mais nous devons penser à l'installation d'un système de garanties sociales élémentaires.

La question est de savoir si c'est vraiment possible et si cela signifie le maintien du système actuel de *mécanismes de redistribution des revenus*. En fin de compte, l'économie planifiée finançait l'éducation, la culture et la santé presque exclusivement par des moyens budgétaires. Les familles touchaient non seulement des allocations familiales mais un soutien financier par l'intermédiaire des dotations des institutions de jeunesse. Les bas prix des produits alimentaires et des matières premières, ainsi que de nombreux services, constituaient également une forme d'aide aux ménages à bas revenus. Le logement, enfin, était un avantage social: obtenir un logement était très difficile mais les loyers étaient bas et la construction des maisons individuelles était largement subventionnée grâce à des crédits avantageux.

Le mécanisme de redistribution de l'économie planifiée a sans doute répondu à certaines exigences d'une politique sociale voulue. Mais ce mécanisme satisfaisait ces exigences à des coûts très élevés et pas toujours d'une façon fonctionnelle. Les soins médicaux et l'éducation nationale n'ont pas pris en compte, même d'une façon élémentaire, l'évolution de ces coûts. Ceux-ci ont vite augmenté sans que cela se reflète sur le niveau de ces institutions. Les subventions des prix des produits alimentaires, des matières premières et des services, des institutions de jeunesse et de la culture, étaient plus au profit des ménages à revenus élevés que faibles. L'exemple extrême est celui du système de congés syndicaux et d'entreprise dont profitaient avant tout les élites économiques et politiques.

L'annulation des subventions sur les prix n'est qu'un premier pas vers la suppression de l'injustice dans le mécanisme actuel de redistribution. Les subventions et les dotations aux entreprises ont été supprimées en Hongrie mais le budget de l'Etat est grandement insuffisant. C'est pourquoi il faut réfléchir au système de sécurité sociale. Les tarifs préférentiels des services dont ne profite qu'une certaine part de

la population - souvent la plus aisée - doivent être augmentés jusqu'à un niveau de rentabilité correct (en particulier les congés, les crèches et les écoles maternelles).

L'organisation et le financement des *soins médicaux* exigent une attention particulière en rapport avec le système d'assurance maladie. Aucun pays n'est satisfait de son système de soins médicaux. L'accès des citoyens aux soins doit rester indépendant de leur niveau de revenus, ce qui doit dans un certain sens être garanti par l'Etat. C'est tout le problème d'un nouveau système d'assurance maladie. L'organisation et le financement des soins médicaux doivent être gérés comme une entreprise: les médecins et les hôpitaux doivent calculer leurs coûts et leurs recettes avec le concours des compagnies d'assurance. Celles-ci doivent rigoureusement vérifier si les coûts sont justifiés. Les prestations ne peuvent augmenter qu'en relation avec les coûts acceptés par les compagnies d'assurance. Une part des coûts incombe au client, mais la détermination de cette part est l'une des décisions les plus difficile à prendre pour un parlement démocratique.

L'éducation est à mon avis la clé de l'égalité et de la mobilité sociales, c'est pourquoi je plaide pour une éducation gratuite, y compris à l'université.

Les enquêtes sociologiques témoignent du fait que l'inégalité sociale se reproduit avant tout en conséquence de différences extrêmes dans les conditions de *logement*. Il en découle qu'il faut supprimer les différences injustifiées de conditions financières du logement. L'augmentations des loyers dans les logements d'Etat est inévitable. Mais il faut en même temps inaugurer une politique sociale du logement efficace. L'Etat ne peut se retirer totalement de l'organisation et du financement de l'accès au logement.

Il faut également examiner le *système fiscal* et les prestations sociales. Le débat sur les allocations familiales est un exemple intéressant. Certains proposent de substituer aux allocations familiales une réduction sur les impôts. Je ne l'estime pas souhaitable: les ménages aux revenus les plus bas ne pourraient pas jouir de cet avantage, car ils ne paient pas d'impôts. Par contre, il est souhaitable d'inclure les allocations familiales à la base du calcul de l'impôt, ce qui réduit l'avantage net pour les ménages à revenus élevés et vice versa.

Dans l'économie post-socialiste mixte, la fraude fiscale est un phénomène largement présent. Une solution partielle de ce problème consiste à augmenter le poids de l'impôt sur le chiffre d'affaires et le diminuer sur le revenu. Les changements prévus en Hongrie correspondent à ce raisonnement. Une telle restructuration est néanmoins douteuse, car si l'on peut sortir les revenus les plus bas du système d'imposition, la taxe sur le chiffre d'affaires n'a pas de retombées sensibles sur les revenus des ménages. Une restructuration de la fiscalité exige des mesures compensatoires au profit des ménages à faibles revenus.

L'orientation des changements voulus est relativement claire. La question de l'harmonisation entre la réduction nécessaire du budget et les besoins du système de sécurité sociale l'est moins. Dans la situation actuelle, une telle coordination semble impossible et la tension croissante rend les solutions politiques très difficiles.

#### 4. LA RECESSION ET LES POSSIBILITES DE LA SURMONTER

Une solution durable de cette situation tendue serait possible si l'on réussissait à agrandir le gâteau, c'est-à-dire si l'on retrouvait la croissance. En réalité, la période de la reconstruction du système se caractérise par une baisse continue de l'exportation, de la production, du PIB, des investissements, de l'emploi et des revenus réels de la population. La plupart des experts expliquent la récession avant tout par l'impact de la baisse de la production en Union soviétique et par la désintégration du COMECON. La perte de compétitivité de la production dans les pays respectifs du COMECON a provoqué la baisse des exportations de certaines branches traditionnelles vers l'Occident. La demande interne réduite a limité le volume des marchandises sur le marché intérieur, y compris des biens d'investissement. Des processus cumulatifs sont ensuite apparus. La comparaison avec la crise économique mondiale des années 1929 - 1933 n'est pas exagérée. Aucun pays de l'OCDE n'a subi une baisse comparable à celle vécue actuellement par les pays de l'Europe centrale et orientale.

La pression exercée sur la politique économique de ces pays pour favoriser le retour à la croissance s'accroît. Bon nombre d'experts et de représentants politiques imputent la responsabilité de la récession à la politique économique poursuivie ces dernières années. On rejette sur cette politique la responsabilité de la perte des marchés occidentaux, de la diminution importante de la demande intérieure, et aussi de



l'ouverture précipitée du marché intérieur, ce qui entraîne pour les producteurs nationaux une perte des parts de marché au profit des firmes étrangères.

A mon avis, ces reproches ne sont pas justifiés. La baisse des exportations vers l'URSS a été causée par la baisse de la demande effective. Les entreprises des nations de l'ancien COMECON affirment que la demande subsiste. C'est vrai, mais pour la satisfaire, il manque des devises. Il est facile d'expédier des marchandises en Russie ou en Ukraine, mais il est extrêmement difficile de se faire payer pour ces livraisons. On ne peut compter ni sur la consolidation à court terme de l'économie des pays de la Communauté des Etats Indépendants, ni sur le renouvellement de la solvabilité des entreprises de ces pays. Il faut user de toutes les possibilités pour garder le marché de la CEI, mais ces possibilités sont très limitées. Il sera impossible à l'avenir pour les pays d'Europe centrale et orientale d'exporter autant sur ce marché que par le passé.

Il faut également porter une évaluation sur la *restriction sévère de la demande intérieure*. Certains observateurs critiques la jugent exagérée. Mais les expériences de plusieurs pays témoignent du fait que le plus grand danger de la période de la reconstruction du système est l'inflation. Elle reste limitée en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Pologne, uniquement grâce aux politiques monétaire et fiscale contraignantes. La perte des marchés occidentaux rend impossible le retour au niveau précédent de production pour une grande part de l'industrie, de la construction et de l'agriculture. Il n'y a pas de demande suffisante pour les capacités de production existantes et cela aurait par conséquent concouru à créer des tensions inflationnistes. L'assouplissement de la politique monétaire, suivi d'une accélération de l'inflation et de l'augmentation des taux d'intérêt, aurait détérioré les conditions de création et de développement des nouvelles entreprises, ce qui pourrait entamer la confiance des investisseurs étrangers et par conséquent les possibilités mêmes de relance de l'économie.

Pour terminer, il faut encore mentionner le problème de la *protection des productions nationales*. Le marché des produits de consommation en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie est, dit-on, saturé de marchandises importées par les grandes firmes occidentales, et les entreprises de ces pays se trouvent obligées de diminuer la production et l'emploi. D'après certains calculs, une part notable du chômage serait le produit de l'ouverture précipitée et irraisonnable du marché intérieur de ces pays.

On peut débattre de la vitesse et des modes d'ouverture d'une économie. Mais, à mon avis, les branches industrielles dont la production ne se vend pas sur le marché intérieur en Hongrie ou en Tchécoslovaquie n'ont pas de chance de survie. Leur soutien par la voie de la restriction des importations n'a pas de sens. Leurs chances de survie résident dans leurs liens éventuels avec des firmes occidentales, sous la forme ou non de privatisations. La situation des fournisseurs dans ces pays peut également s'améliorer par la recherche de nouveaux marchés pour les marchandises - la formation de nouvelles entreprises commerciales dont le succès est lié à la vente de produits du pays. Au lieu d'adopter une attitude protectionniste à l'égard du développement de l'industrie du pays, il faudrait plutôt favoriser une attitude concurrentielle et encourager le développement de l'infrastructure des marchés intérieurs bénéfiques pour les productions nationales. Pour des petits pays au coeur de l'Europe tels que les Pays Tchèques ou la Hongrie, seule la perspective de l'ouverture de l'économie et son intégration étroite et systématique dans l'espace économique européen semble prometteuse.

Je me permettrai encore cette remarque: on se souvient en Hongrie à quoi peut mener l'impatience dans la politique conjoncturelle - aux tensions inflationnistes et à une nouvelle vague d'endettement. Une période de changements structurels profonds ne peut être simultanément une période de renouvellement rapide de la dynamique de croissance.

## 5. CONCLUSION: RETOUR A LA REFORME ECONOMIQUE

Dans l'introduction, j'ai distingué les réformes économiques qui ont été menées dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale dans les années 1960 et 1980 de la reconstruction de l'économie des années 1990. J'ai surtout souligné la différence de profondeur et d'orientation des changements. Il convient de mettre l'accent sur une différence supplémentaire.

Au cours des réformes des années 1960, dans la période de préparation du "socialisme de marché" ou "socialisme à visage humain", les initiateurs des réformes tout autant que le grand public considéraient que ces dernières auraient comme conséquence des changements pour la plupart favorables. Economie de marché signifiait meilleur approvisionnement et renouvellement de la souveraineté du consommateur. L'indépendance des entreprises apportait plus de créativité dans le travail. Leur intéressement matériel signifiait des primes supplémentaires pour les travailleurs et plus de justice dans la distribution. Rares étaient ceux qui envisageaient l'inflation, le chômage, etc. Les craintes de cette sorte étaient vite dissipées par les défenseurs raisonnables des réformes.

Le public doit aujourd'hui se rendre compte que la reconstruction du système est liée à une crise économique profonde, à la récession et au chômage. Il ne s'agit pas d'une simple coïncidence avec les conséquences de la crise. Contrairement aux illusions suscitées et entretenues par de nombreux économistes et politiciens célèbres, la reconstruction du système à elle seule non seulement entraîne la baisse des revenus moyens réels mais renforce la différenciation des revenus. Une part très limitée de la population réussit à être entrepreneur et participe à la privatisation. Il faut abandonner une partie des garanties sociales héritées du socialisme etc. Ce sacrifice inévitable n'apportera ses fruits qu'après plusieurs années, peut-être des dizaines d'années.